



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

M. Alain PIN

INSTN/UECO

Téléphone : 02.33.01.89.83

alain.pin@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Mme. Pascale HARLAUX

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.36.01

pascale.harlaux@cea.fr

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE
RELATIF A L'ANIMATION DE SESSIONS DE
FORMATION ET D'ENSEIGNEMENT DANS LE
DOMAINE DE L'EXPLOITATION DES
INSTALLATIONS NUCLEAIRES ET DE LA
RADIOPROTECTION**

**Lot n° 1 (multi-attribution) – CHERBOURG EN
CONTENTIN (50)**

Référence projet de l'accord-cadre : B26-00349-PH

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par **Monsieur / Madame**, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

Ou si groupement

- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de
- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	6
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	7
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
ARTICLE 8 - QUALITE	8
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES.....	9
ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE	9
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	10
ARTICLE 12 - REUNIONS	10
ARTICLE 13 - RECEPTIONS.....	11
ARTICLE 14 - MONTANT.....	11
ARTICLE 15 - REVISION	13
ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION	13
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT	14
ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE	15
ARTICLE 19 - PENALITES.....	15
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE	17
ANNEXE 2 – MODELE DE BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU).....	19

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation, sur le site CEA/INSTN de Cherbourg en Cotentin (50) d'une prestation relative à :

- L'animation de sessions de formation dans le domaine de l'exploitation des installations nucléaires et de la radioprotection (CEFRI F)
- L'animation partielle dans certaines sessions et/ou d'enseignements réalisées sur l'unité d'enseignement.

L'accord-cadre est passé sous la forme d'un accord-cadre avec émission de bons de commande (ci-après dénommé « l'accord-cadre »).

Le Titulaire du présent accord- cadre est classé n°x.

1.2 Cession des droits de propriété intellectuelle

Le présent accord-cadre inclut la cession de l'intégralité des droits patrimoniaux créés ou utilisés par le Titulaire dans le cadre du présent accord-cadre au profit du CEA selon les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA citées infra, et ce afin d'exploiter les supports de formation à des fins de formation interne uniquement.

1.3 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte de l'Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires (INSTN), Unité d'Enseignement de Cherbourg en Cotentin.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les questions complémentaires du CEA sur la candidature/l'offre du Titulaire réf XXXXXXXX du XXXXXX
- le dossier de consultation du CEA référencé B26-00349, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - le relevé de questions réponses avant remise des offres réf XXXXX du XXXX (NB : référencer le dernier relevé qui doit être autoporteur)
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX du XX/XX/XXXX,
 - Le règlement intérieur de l'INSTN, de février 2020,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),

- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du (à compléter par le soumissionnaire) et les
réponses aux questions complémentaires référence XXXX du XXX

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 Conditions techniques

Les formateurs attitrés devront avoir été préalablement habilités par le CEA (les critères permettant l'habilitation sont définis dans les spécifications techniques citées supra). Le Titulaire devra mettre en œuvre les moyens nécessaires afin que ses intervenants disposent des qualifications requises pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Les intervenants devront être en nombre suffisant afin de garantir la continuité d'exécution des prestations.

La perte des qualifications requises pour les intervenants est un motif de résiliation du présent accord-cadre au titre de l'article 39 des CGA.

Par ailleurs, le Titulaire fait son affaire de l'ensemble des moyens et frais nécessaires à la qualification de son personnel et au maintien de cette qualification pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

3.2 Modalités d'attribution des bons de commande

Dans le cadre du présent accord-cadre à bons de commande multi-attributaires, les bons de commandes sont adressés et attribués à l'un des Titulaires retenus en fonction de l'ordre de son classement précisé à l'article 1 selon la méthode dite « en cascade ».

Sur la base du calendrier prévisionnel des sessions pour chaque cycle trimestriel communiqué au Titulaire trois (3) mois avant ledit cycle, il sera fait appel, en priorité, au Titulaire dont l'offre a été classée première en réponse à la consultation de la procédure adaptée. Si celui-ci n'a pas la capacité de répondre sur tout ou partie des formations aux dates souhaitées, le CEA s'adressera au Titulaire dont l'offre a été classée deuxième.

Le Titulaire sollicité est tenu de répondre dans un délai maximal de 10 jours calendaires à compter de la transmission de la demande du CEA effectuée par courrier électronique. En cas de silence, le CEA pourra s'adresser au Titulaire de rang inférieur.

3.3 Modalités d'émission des bons de commande

Les prestations seront rémunérées sur la base des unités d'œuvre définies à l'article « Montant » du présent accord-cadre. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande écrite du CEA sous forme de bon de commande dont le modèle figure en annexe 2.

Chaque bon de commande précisera :

- La référence du présent accord-cadre ;
- L'(les) unité(s) d'œuvre commandée(s) ;
- La(les) date(s) prévisionnelle(s) ;
- Le montant total de la session envisagée pour ledit bon de commande.

Les bons de commande seront envoyés par courriel au Titulaire au moins un (1) mois avant la date de démarrage de la session concernée.

Le CEA et le Titulaire établiront conjointement, en début d'année civile, un calendrier prévisionnel non engageant des sessions envisagées sur l'année N.

Tous les échanges ainsi que l'animation des sessions se feront en français

3.4 Annulation de session(s)

3.4.1 Annulation par le CEA

Si le CEA souhaite annuler une session, il en avertira le Titulaire avec un préavis d'au moins quinze (15) jours calendaires. Dans ce cas, le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

En cas d'annulation dans un délai inférieur à quinze (15) jours calendaires, le Titulaire pourra prétendre à une indemnité équivalente à 30% du montant de la session concernée.

3.4.2 Annulation par le Titulaire

Annulation 14 jours calendaires minimum avant le démarrage de la session :

Si le Titulaire ne peut assurer l'animation d'une session à la date prévue, il devra en avertir le CEA au moins 14 jours calendaires à l'avance par mail avec avis de réception.

- un autre formateur habilité devra être proposé au CEA. Cette proposition devra être validée par le CEA. Dans cette hypothèse, aucune pénalité ne sera appliquée.
- si le Titulaire n'est pas en mesure de proposer un autre formateur habilité et validé par le CEA, une pénalité de niveau 1 (art.17 infra) sera susceptible de lui être appliquée.

En cas d'impossibilité de remplacement par un autre formateur habilité, aucune facturation ne saurait être présentée au CEA.

Annulation moins de 14 jours calendaires avant le démarrage de la session :

Si le Titulaire ne peut assurer l'animation d'une session à la date prévue, il devra en avertir le CEA dans les plus brefs délais par mail avec avis de réception.

- un autre formateur habilité devra être proposé au CEA. Cette proposition devra être validée par le CEA. Dans cette hypothèse, aucune pénalité ne sera appliquée.
- si le Titulaire n'est pas en mesure de proposer un autre formateur habilité et validé par le CEA, une pénalité de niveau 2 (art.17 infra) sera susceptible de lui être appliquée.

En cas d'impossibilité de remplacement par un autre formateur habilité, aucune facturation ne saurait être présentée au CEA.

Dans les deux cas, le CEA se réserve la possibilité de faire appel à un autre Titulaire de l'accord-cadre.

3.5 Supports pédagogiques

Le Titulaire effectuera l'animation des sessions de formation sur la base des supports et moyens pédagogiques mis à disposition par le CEA.

Le CEA fournit le guide pédagogique au Titulaire. Ce guide décline les objectifs et les méthodes pédagogiques à mettre en œuvre. Il décrit également les différents scénarios pédagogiques pour les mises en situation en se référant aux différents supports et moyens utilisés (visuels, audio ...).

Le Titulaire s'engage à prendre en compte les éventuelles remarques formulées par le CEA et à effectuer les ajustements nécessaires qui lui seraient demandés.

3.6 Changement d'animateur décidé par le Titulaire

En cas de changement de formateur, le Titulaire s'engage à en informer le CEA dans les plus brefs délais et au moins 21 jours calendaires avant la session de formation concernée et à présenter le nouvel intervenant, pour accord préalable du CEA.

Le cas échéant, le Titulaire s'engage à affecter du personnel de qualification et d'expérience jugée au moins équivalente par le CEA et répondant strictement aux qualifications demandées dans le cahier des charges cité supra.

Dans le cas des formations CEFRI F, le nouveau formateur devra avoir été préalablement habilité par le CEA pour la/les formation(s) envisagées.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation générale de moyen « renforcée »

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens appropriés pour réaliser la prestation qui lui est confiée au titre du présent accord-cadre. Pour cela, le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer les prestations objet du présent accord-cadre. Le Titulaire assure l'encadrement du personnel qu'il affecte à l'exécution de la prestation. Les obligations de moyen à la charge du Titulaire sont dites « renforcées », la charge de la preuve incombant au Titulaire.

4.1.2 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

Le Titulaire souscrit expressément une obligation de résultat portant sur :

- L'identification d'un interlocuteur local pour assurer le management opérationnel des formateurs,
- l'encadrement du personnel qu'il affecte à l'exécution de la prestation,
- la mise en place de personnel compétent et qualifié,
- la qualité de l'animation des sessions de formations,
- la qualité des livrables placés sous sa responsabilité, ainsi que les délais de remise, tels que définis dans le présent accord-cadre à bons de commande et dans le cahier des charges cité supra.
- le respect des dates et horaires fixés des sessions,
- L'analyse et la proposition d'action préventives et/ou correctives pour le traitement des éventuels écarts.

4.1.3 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 **Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

4.3 **Obligations des parties concernant le traitement des données à caractère personnel**

Les clauses, objet de l'annexe intitulée « obligations relatives au traitement de données à caractère personnel » définissent les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence...) Il s'engage également à la mise en œuvre des moyens et à l'atteinte des résultats définis dans son mémoire environnemental.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1 **Connaissances nécessaires à l'exécution de la prestation**

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces de l'accord-cadre à bons de commande, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités des lieux ou de la prestation.

7.2 Lieux d'exécution des prestations

Les formations ou enseignements concernés par le présent accord-cadre se dérouleront au sein de l'unité d'enseignement INSTN de Cherbourg en Cotentin (50).

7.3 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

7.4 Horaires d'intervention

7.4.1 Les horaires d'ouverture du site de Cherbourg-Octeville sont de 7 h 45 à 18 h 00, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décidés par le CEA.

Pour l'année 2026, ces derniers sont les suivants :

- Vendredi 2 janvier
- Vendredi 15 mai
- Vendredi 14 août
- Du lundi 28 décembre au jeudi 31 décembre

Le Titulaire intervient de manière nominale pendant les horaires de travail du personnel CEA soit de 8 h 30 à 17 h10 du lundi au vendredi. Si le CEA en fait la demande ou si le Titulaire souhaite réaliser sa prestation en dehors de ces horaires de travail, ou sur un jour programmé de fermeture du CEA, tout en restant dans la plage horaire d'ouverture, il doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA. Dans tous les cas, les horaires d'intervention sont définis et mentionnés au plan de prévention.

7.5 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent accord-cadre.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives à la norme ISO 9001 (dernière version en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES

9.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Technique.

9.2 Validation et support des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

9.3 Format des documents

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous format numérique (format .pdf et format natif).

9.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE

10.1 Délais d'exécution

Le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés dans le Cahier des Charges. Le CEA informera le Titulaire des dates prévues pour chaque session de formation au moins un (1) mois à l'avance par courriel. Si le Titulaire ne peut assurer l'animation des sessions aux dates prévues il devra en avertir le CEA au moins trois (3) semaines à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

10.2 Durée

10.2.1 Tranche ferme

La durée de la tranche ferme du présent marché est fixée pour une période de deux (2) ans allant du 01/09/2026 au 31/08/2028 (inclus).

10.2.2 Options de prolongation

En cas de levée des options 1 et 2, la durée du marché pourra être prolongée comme suit :

- Option 1 : du 01/09/2028 au 31/08/2029 (inclus),
- Option 2 : du 01/09/2029 au 31/08/2030 (inclus).

Chaque option pourra être levée séparément par le CEA, par courrier, dans un délai de 2 mois avant l'échéance du contrat-cadre.

Pour la tranche ferme comme pour les options de prolongation, le CEA sera dans l'obligation de mettre fin à l'accord-cadre dès lors que le cumul de la somme de l'ensemble des bons de commande atteint la valeur maximale figurant à l'article « Montant » du présent accord-cadre.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- Pour le CEA :	M.Alain PIN	06.25.58.51.74	Alain.pin@cea.fr
- Pour le Titulaire			

A compléter par le soumissionnaire

L'interlocuteur du Titulaire, désigné ci-avant, a qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 12 - REUNIONS

12.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution de l'accord-cadre, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux de l'INSTN de Cherbourg en Cotentin ou en visioconférence, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

12.2 Réunion de cadrage

Une première réunion de cadrage sera effectuée en visioconférence, au plus tard deux semaines après la signature de l'accord-cadre. Le prestataire présentera les formateurs qu'il a retenus ainsi que l'agenda de la prestation et les modalités prévues pour co-construire la formation avec le CEA

12.3 Réunions de suivi

Les réunions de suivi de la prestation se tiendront autant que de besoin, et lorsqu'elles ont lieu, elles se dérouleront après une session de formation en présence du responsable technique du Titulaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés et propositions de solutions,
- suivi des prestations.

12.4 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

12.5 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

ARTICLE 13 - RECEPTIONS

Les prestations réalisées au titre de chaque bon de commande feront l'objet d'une réception prononcée après acceptation sans réserve par le CEA des prestations visées par ledit bon de commande et de l'ensemble des livrables concernés durant la période considérée conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

ARTICLE 14 - MONTANT

14.1 Montant maximum de l'accord-cadre

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de **1.400.000 € HT (UN MILLION QUATRE CENT MILLE EUROS HORS TAXES)** pour la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande.

Ce montant est estimatif et ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires. Le Titulaire s'engage à alerter le CEA lorsque les consommations et le chiffre d'affaires réalisé sur cet accord atteint 70% du montant maximum.

14.2 Tarifs applicables aux bons de commande

Les prestations seront rémunérées sur la base des forfaits unitaires et forfaitaires suivants :

Unité d'œuvre	Intitulé	€ HT
UO-01-a	Formation initiale prévention des risques toutes options - 5 jours animation	
UO-01-b	Formation initiale prévention des risques toutes options - 3 demi-journées de co-animation	
UO-02-a	Formations prévention des risque recyclage toutes options et domaines et passerelles - 2 jours animation	
UO-02-b	Formations prévention des risque recyclage toutes options - 1/2 journée co-animation	

UO-02-c	Formation passerelle prévention des risques (CC et CR) – 2 demi-journée de co-animation	
UO-03-a	Formation Savoir Commun du Nucléaire de niveau 1 (SCN1) – Formation initiale (classique) - 4 jours d'animation	
UO-03-b	Formation Savoir Commun du Nucléaire de niveau 1 (SCN1) – Formation initiale (classique) - 3 demi-journées de co-animation	
UO-04-a	Formation Complément Sûreté Qualité (CSQ) – Formation initiale - 3 jours animation	
UO-04-b	Formation Complément Sûreté Qualité (CSQ) – Formation initiale - 2 demi-journées de co-animation	
UO-05-a	Formation recyclage - Savoir Commun du Nucléaire de niveau 1 ou 2 (SCN1 et SCN2) + Complément Sûreté Qualité (CSQ) – 3 jours animation	
UO-05-b	Formation recyclage - Savoir Commun du Nucléaire de niveau 1 ou 2 (SCN1 et SCN2) + Complément Sûreté Qualité (CSQ) - 3 demi-journée de co-animation	
UO-06-a	Formation Savoir Commun du Nucléaire de niveau 2 (SCN2) – Formation initiale - 4 jours animation	
UO-06-b	Formation Savoir Commun du Nucléaire de niveau 2 (SCN2) – Formation initiale - 3 demi-journées de co-animation	
UO-7-a	Formation Radioprotection de niveaux 1 et 2 (RP1 et RP2) – formation initiale - 4 jours animation	
UO-7-b	Formation Radioprotection de niveaux 1 et 2 (RP1 et RP2) – formation initiale - 4 demi-journées de co-animation(en cours de refonte)	
UO-08-a	Formations Radioprotection recyclage option RN et passerelle RP1 et RP2 - 2 jours	
UO-08-b	Formations Radioprotection recyclage option RN et passerelle RP1 – 1 demi-journée de co-animation	
UO-09-a	Formations recyclage option RN (SCN, CSQ) – 2 jours	
UO-09-b	Formations recyclage option RN (SCN, CSQ) – 2 demi-journée de co-animation	
UO-10	Port des EPI (toutes tenues) - 1/2 demi-journée	
UO-11	Animation d'une demi-journée pour les formations CEFRI F (changement de formateur durant session)	
UO-12	Animation d'une journée pour les formations hors CEFRI F*	
UO-13	Formation aux dossiers pédagogiques (DOP) – 1 jour	
UO-14	Auto appropriation des DOP – 1 jour	
UO-15	Rédaction rapport d'immersion ou rapport d'expérience professionnelle (2 jours)	
UO-16	Compte rendu d'immersion ou rapport d'expérience professionnelle (1/2 journée)	
UO-17	Maintien et renforcement des compétences des formateurs (1 journée)	

Ils comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais de documentation, relectures nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

14.3 Caractère des prix

Les montants visés aux articles 14.1 et 14.2 ont un caractère révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre).

ARTICLE 15 - REVISION

Les prix mentionnés à l'article 14 *supra* et aux annexes correspondantes sont révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution des prestations, soit au mois de **XXX**.

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + (0,35 \text{ SYN1/SYN0}) + (0,50 \text{ ICHTrev-TS1/ ICHTrev-TS0})$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

SYN1 = dernière valeur connue de l'indice SYNTEC publié à la date de transmission de la proposition de révision des prix,

SYN0 = valeur de ce même indice au mois de **XXX/202X**,

ICHTrev-TS1 = dernière valeur connue de l'indice du coût horaire du travail tous salariés charges sociales comprises pour les activités spécialisées, scientifiques et techniques (identifiant : 1565195) publié par l'INSEE, à la date de transmission de la proposition de révision des prix,

ICHTrev-TS0 = valeur de ce même indice au mois de **XXX/202X**.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire.

Au cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix

ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION

16.1 Conditions de facturations

Chaque bon de commande sera facturé de la façon suivante :

→ 100% (CENT POUR CENT) du montant H.T. de chaque bon de commande et les taxes correspondantes à la réception sans réserve par le CEA des livrables et des prestations correspondants. La facturation tiendra compte des conditions d'annulation de session figurant à l'article 3.4 *supra*.

16.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire **ou le co-traitant** au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : **SAC-C** ,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

(à compléter par le soumissionnaire)

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

16.3 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 19 - PENALITES

19.1 Modalités d'application et plafond

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant **total** HT des dépenses effectuées au titre du présent accord-cadre.

19.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définis dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité en euros hors taxes
Retard dans la remise d'un livrable	200 € HT par jour calendaire de retard
Information tardive de l'annulation d'une session par le Titulaire (entre 14 et 7 jours calendaires avant la date de début) – pénalité de niveau 1	1 000 € HT
Information tardive de l'annulation d'une session par le Titulaire (moins de 7 jours calendaires avant la date de début) – pénalité de niveau 2	2 000 € HT
Ecartés liés à l'environnement	1 000 € HT par écart
Ecartés liés à la qualité, relevés à l'occasion d'un audit interne ou externe (et notamment non-respect des Spécifications Techniques, non-respect des dossiers pédagogiques, non-respect des horaires de formation)	500 € HT par écart



Accord-cadre n° 4000XXXXXX

Pour le CEA, le
Signature :

Pour le Titulaire, le
Signature :



ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,
 - Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

4. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

5. Suivi médical

5.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,
- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le Service de Prévention et de Santé au Travail du CEA (SPST). Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

**ANNEXE 2 – MODELE DE BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)**

BON DE COMMANDE N° ...					
Accord-cadre n°4000		Titulaire :			
N° UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)	Délais T0* +
Montant total : € HT					
Commentaires :					
T0* étant la date de signature de l'OS					
.....					
.....					
		CEA			
NOM					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire. Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires